

VOUS AVEZ DIT "SUBREPTICEMENT" M.CAMDESSUS ?

Henri Mardegan
Consultant en stratégie et Finances
Maître de conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

Le rapport Camdessus du 19/10 sur l'état de la France établit que notre pays s'est engagé "subrepticement" dans le décrochage économique.

Subrepticement : d'une façon discrète et furtive (Petit Larousse).

Sans remettre en cause le bien fondé et l'intérêt des recommandations du rapport Camdessus, on peut légitimement s'interroger sur le décalage entre la gravité des causes du décrochage et le sens véritable du terme "subrepticement"; il est possible que les précautions de langage usuelles des hauts fonctionnaires internationaux dénaturent le sens et la portée des mots !

Peut-on en effet sérieusement soutenir par exemple que le dérapage continu des déficits publics s'est fait "subrepticement" depuis 25 ans sans que personne n'y trouve à redire, que les barrières et obstacles systématiquement opposés aux tentatives de réforme de l'Etat, des retraites, de la fiscalité, des services publics l'ont été tout aussi "subrepticement" ?

Trop d'ouvrages et de rapports nous ont alertés sur notre déclin et sur l'érosion de nos positions internationales pour que l'on fasse, en termes choisis, le constat du décrochage économique.

En revanche, s'il est un décrochage plus "subreptice" que le décrochage de l'économie, c'est bien celui de la démocratie ; en s'accordant tout d'abord sur la définition que la démocratie

est l'expression de la volonté majoritaire, et en admettant ensuite, selon Michel Camdessus, que le décrochage économique français a des causes politiques et syndicales, le décrochage économique n'aurait-il pas pour origine la pernicieuse et systématique remise en cause par une minorité des principes fondateurs de la démocratie ?

"Le déficit de travail et l'inefficacité financière de la sphère publique" dont parle le rapport ont des conséquences néfastes sur le niveau de vie de la majorité de la population ; sont-ils une fatalité ou sont-ils sciemment organisés ?

Posons-nous enfin la question du "poids démocratique" des acteurs socio-économiques et de leur pouvoir d'influence réel (pour ne pas dire de pression) dans les décisions qui engagent notre avenir.

En vertu d'une loi physique spécifiquement française, le "poids démocratique" d'un acteur socio-économique est inversement proportionnel à sa masse : fonction publique et ses syndicats d'un côté de la balance, acteurs économiques de l'autre ; de quel côté la balance de la démocratie penche t'elle aujourd'hui ?

En tardant à rétablir les lois de la physique et en subissant la dictature de minorités, la classe politique dirigeante fait courir à la démocratie beaucoup plus qu'un risque de décrochage.

N'en déplaise à M.Camdessus, il faudra plus qu'un sursaut !